L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. RUE DE CHARTRES No 73, Entre Conti et Bienville. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 29 MARS 1861. G. F. WEISSE E. DUVERGER N. DUFOUR S. HARDY } EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans, VENDREDI MATIN 29 MARS

☞ Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHE AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DEPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par O. Lecompte, Blache & Co. 63, Chartres-Chaussures, vêtements, chemises &c.

Législature et Convention.

Red River, Rapides et la Nlle Orléans ont choisi d'une manière digne de leur mère des républiques. D'Etat et le but de nombreux pétitionnaires politiques. La capitale a perdu ses représentants dont la bravoure et le dévouement ne s'est envolé vers ses foyers. La ville tranquille ne possède plus ses défenseurs qui depuis deux ans les remplissent la cité du bruit de ses scélérates débats. Les deux assemblées se sont dissoutes après avoir réorganisé le gouvernement et modifié la législation locale dans le sens des grands événements qui se sont accomplis depuis le 6 novembre dernier. La Louisiane se sépare de l'ancienne Union et joignant ses destinées à celles de l'extrême Sud, il fallait de toute nécessité refaire en grande partie sa Constitution pour la mettre d'accord avec les exigences de la situation.

Aux époques de révolution le peuple lui seul heureusement avec l'ordre de choses établi, donne aussi une grande latitude à ses mandataires et ne leur demande pas en compte trop sévère de leurs actes. Ainsi la législature qui donna naissance à la Convention d'Etat sans consulter le corps électoral qui a été simplement invité à nommer ses députés. D'une autre part, la Convention a cru devoir accepter et ratifier elle même, en dehors de l'approbation directe du peuple, la Constitution promulguée par le Congrès de Montgomery pour les Etats confédérés. Dans l'un et l'autre cas, le principe démocratique a été certainement plus respecté si l'on n'a pas craint d'aller plus loin. Mais, toute la question est de savoir jusqu'où la volonté du souverain peut aller sans danger. Il est incontestable que le peuple a le droit de tout changer, de tout modifier, de tout détruire, mais il ne faut pas s'attendre à l'observation rigoureuse des garanties légales.

Les législateurs n'auraient pas convoqué une Convention sans soumettre préalablement la question à l'électeur du sceau parce qu'elle savait du vœu que l'opinion était favorable à la mesure et qu'elle voulait éviter des délais qui pouvaient être dangereux. Elle violait sans doute la Constitution de l'Etat, qui exige l'appel du peuple, lorsque l'on agissait d'un fond de différence à la base même sur laquelle repose notre pacte fondamental, en abrogeant la Constitution fédérale ? La révolution procède toujours par des moyens et elle n'impose beaucoup plus de la violence que du droit.

La Convention a suivi l'exemple de la législature en ratifiant purement et simplement la Constitution de Montgomery au lieu de la soumettre au peuple. Craignait elle que celui-ci n'en pas assez mûre pour l'acceptation et elle n'a pas voulu revêtir une mutation dangereuse. Nous le croyons pas. Mais le vote n'eut pas été unanime